

l'examen à la Chambre du Livre blanc ou de la formule de modification avant d'avoir reçu la réponse des provinces.

(Texte)

QUESTIONS ADRESSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gilles Grégoire (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au très honorable premier ministre.

Pourrait-il faire envoyer à tous les membres du parti conservateur une copie de l'éditorial du *Maclean's*, du 2 décembre, lequel s'intitule:

This isn't opposition, Mr. Diefenbaker. This is sabotage.

(Traduction)

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Je ne peux croire que l'honorable député me demande d'utiliser mon contre-sping pour cela.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Dans le passé, les questions posées au sujet du bien-être des chômeurs dans ma propre circonscription n'ont pas été permises. Cet après-midi on a posé des questions facétieuses et dès les premiers mots la présidence a dû constater qu'elles étaient antiréglementaires, mais elle n'est pas intervenue.

M. H. W. Danforth (Kent, Ont.): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Lors de la plus récente nomination au Sénat, le premier ministre a-t-il obtenu l'avis ou des suggestions du secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui, je crois, avait promis à plusieurs personnes de la région de Windsor qu'elles seraient nommées?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'honorable représentant ne devrait pas s'inquiéter à ce sujet.

(Texte)

QUESTION AU SUJET D'UN DOSSIER

ON DEMANDE QUAND SERA DÉPOSÉ LE DOCUMENT N° 180 RELATIF À LA PLUIE ARTIFICIELLE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser ma question à l'honorable ministre des Transports.

L'honorable ministre peut-il me dire s'il va bientôt déposer le document n° 180, ainsi qu'il l'a promis le 28 octobre dernier?

(Traduction)

L'hon. J. W. Pickersgill (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je regrette

de dire que je n'ai pu entendre ce que l'honorable député avait dit, mais peut-être me permettrait-il d'en prendre connaissance dans le *hansard* et de lui répondre demain.

LES FINANCES

RENOUVELLEMENT DE L'ENTENTE FISCALE CANADO-BRITANNIQUE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. K. H. More (Regina-City): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Des négociations sont-elles en cours en vue de renouveler l'entente fiscale entre le Canada et le Royaume-Uni et ces négociations seront-elles couronnées de succès assez tôt pour qu'il n'y ait pas d'interruption dans la situation à l'égard de ce traité?

L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, des négociations avaient été entreprises avec le gouvernement du Royaume-Uni et, comme il arrive parfois, une élection est intervenue. Ces négociations ont été reprises avec le nouveau gouvernement du Royaume-Uni. Je n'ai aucune raison de croire qu'elles ne devraient pas être conclues dans un délai raisonnable.

AVOIR DE LA BANQUE DU CANADA EN OBLIGATIONS REMBOURSABLES

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Walter Gordon (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'aimerais répondre à une question qui m'a été posée hier par l'honorable député de Cariboo et qui concerne l'avoir de la Banque du Canada en certains titres.

Après m'être renseigné, je constate que le détail des émissions formant l'avoir de la Banque du Canada n'est pas rendu public; je ne suis donc pas en mesure de fournir le détail de l'avoir de la Banque pour les obligations qui échoient le 1^{er} et le 15 décembre. La Banque du Canada, dans ses bilans hebdomadaires et mensuels, fournit les grandes classifications de ses avoirs en valeurs de l'État. Je pourrais signaler que, comme je l'ai indiqué dans l'annonce que j'ai faite vendredi dernier du nouveau financement du gouvernement, la Banque du Canada a consenti à acquérir, dans la nouvelle émission, des titres d'une valeur minimum de 125 millions de dollars.

M. Bert Leboe (Cariboo): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il me dire si une raison explique pourquoi la Banque du Canada, dans l'intérêt public, ne tient pas de registres ou ne fournit pas ces renseignements?